

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/271

G/SCM/W/281

19 février 1996

(96-0607)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: espagnol

REPONSES AUX QUESTIONS DU CANADA¹ CONCERNANT LA NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEE PAR LA COLOMBIE²

La Mission permanente de la Colombie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 19 janvier 1996.

1. Le chapitre IV du Décret n° 299 du Ministère du commerce extérieur donne des définitions des subventions, mais il n'y a apparemment aucune autre réglementation, en dehors de ces brèves définitions, qui traite de plusieurs dispositions essentielles de l'Accord sur les subventions. Par exemple, la Colombie pourrait-elle préciser:

a) Si, en cas de contradiction entre sa définition d'une subvention et la définition détaillée figurant à l'article premier de l'Accord sur les subventions, cette dernière primera.

La définition contenue dans le Décret n° 299 de 1995 est fondée sur celle qui figure à l'article VI.3 du GATT et sur les notes explicatives contenues à l'Annexe I. Les prescriptions de spécificité figurant aux articles 1.2 et 2 de l'Accord sur les subventions sont contenues dans la Loi n° 170 de 1994. En cas de contradiction entre le Décret n° 299 et la Loi n° 170, c'est cette dernière qui prévaut, à la fois parce qu'elle porte approbation d'un traité international et en raison du rang qu'elle occupe dans la hiérarchie.

b) Comment la spécificité sera calculée et pourquoi aucun des éléments énoncés à l'article 2 de l'Accord sur les subventions ne figure dans la réglementation colombienne.

Les critères de spécificité figurant à l'article 2 de l'Accord sont applicables en Colombie en vertu de la Loi n° 170/94. Jusqu'à ce jour, ils n'ont pas fait l'objet d'une réglementation plus détaillée que celle qui est prévue à l'article 2 et n'ont pas non plus été appliqués, étant donné qu'aucune enquête n'a encore été ouverte en vue de l'imposition de mesures compensatoires.

¹G/ADP/W/210-G/SCM/W/220.

²G/ADP/N/1/COL/1-G/SCM/N/1/COL/1.

- c) **Comment les autorités colombiennes pourront clore une procédure concernant des subventions ne donnant pas lieu à une action telles qu'elles sont définies dans la Partie IV de l'Accord sur les subventions, étant donné que, dans la législation colombienne, il n'y a pas de dispositions en la matière ni de définitions des subventions prohibées ou pouvant donner lieu à une action telles qu'elles sont énoncées dans les Parties II et III de l'Accord sur les subventions.**

Les procédures relatives aux enquêtes portant sur les subventions prohibées ou pouvant donner lieu à une action sont réglementées par la Loi n° 170/94 et, par conséquent, par les dispositions de l'Accord sur les subventions. Il n'est pas ouvert d'enquête dans le cas d'une subvention ne donnant pas lieu à une action qui a été notifiée au Comité des subventions.

2. **Conformément à l'article 42 du Décret n° 299, les autorités disposent d'un délai afin de mener à bien une enquête. Si des droits provisoires ne peuvent être imposés avant 60 jours à compter de la décision préliminaire, leur durée d'application peut être de six mois. La Colombie peut-elle préciser si l'application de ces droits, prévue à l'article 21 du Décret n° 299, sera limitée à une période de quatre mois, qui ne pourra être prolongée de deux mois que dans les circonstances prévues à l'article 7.3 de l'Accord antidumping?**

La durée d'application maximale des droits provisoires est de quatre mois; elle peut atteindre six mois après prorogation conformément à l'article 7.3 de l'Accord de l'OMC et à la Loi n° 170/94 ainsi qu'aux articles 39 et 41 du Décret n° 299/95.

3. **La législation colombienne renferme-t-elle des dispositions prévoyant des réexamens accélérés pour les nouveaux exportateurs, comme le prévoit l'article 9.5 de l'Accord antidumping?**

L'article 9.5 de l'Accord n'a pas été inclus dans la réglementation. Au cas où un producteur ou un exportateur présenterait une demande, les dispositions de l'Accord antidumping seraient respectées.

4. **Outre les organes dont la liste est donnée à l'article 46 du Décret n° 299, y a-t-il un organe indépendant chargé de la révision judiciaire, comme le prévoit l'article 13 de l'Accord antidumping?**

Voir tableau ci-dessous.

Révision judiciaire des décisions

Décision	Type d'acte administratif	Recours	Autorité
Ouverture de l'enquête	Résolution de l'INCOMEX	Action en annulation ¹	Tribunal administratif, première ou seule instance, selon le montant Conseil d'Etat, deuxième ou seule instance, selon le montant
Décision préliminaire/droits provisoires	Résolution de l'INCOMEX	Action en annulation ¹	Tribunal administratif, première ou seule instance, selon le montant Conseil d'Etat, deuxième ou seule instance, selon le montant
Clôture de l'enquête et droits définitifs	Résolution du Ministère du commerce extérieur	Action en annulation ¹	Tribunal administratif, première ou seule instance, selon le montant Conseil d'Etat, deuxième ou seule instance, selon le montant
Réexamen du droit définitif	Résolution du Ministère du commerce extérieur	Action en annulation ¹	Tribunal administratif, première ou seule instance, selon le montant Conseil d'Etat, deuxième ou seule instance, selon le montant

¹Le Conseil d'Etat, par une décision du 14 mai 1994, a annoncé qu'exceptionnellement, en cas d'infraction d'un droit particulier, une action en annulation et rétablissement du droit serait exercée. En pareil cas, les tribunaux administratifs seraient compétents si le montant est minime; dans le cas contraire, ce seraient le tribunal en première instance et le Conseil d'Etat en deuxième instance.

5. La Colombie a-t-elle l'intention d'inclure dans sa législation des dispositions en vue de la mise en oeuvre des décisions des groupes spéciaux établis par l'ORD et, si ce n'est pas le cas, sur quelle base juridique se fondera-t-elle pour adopter la décision d'un groupe spécial?

Jusqu'à ce jour, il n'a pas été jugé nécessaire d'adopter une législation supplémentaire pour la mise en oeuvre des décisions de l'ORD. La base juridique pour l'adoption d'une décision de cet organe est la Loi n° 170 de 1994, en vertu de laquelle la Colombie reconnaît que les décisions de l'Organe de règlement des différends ont force obligatoire.